

ÉDUCATION

SES en classe de seconde : programme contre programme

La proposition de programme d'enseignement des sciences économiques et sociales (SES) remise au gouvernement par le groupe d'experts est aujourd'hui concurrencée par celle de l'Apses. Comment en est-on arrivé là ? Retour sur les fondements du débat.

aux économistes ayant participé au groupe d'experts de sciences économiques et sociales qui estime que ce programme va dans ce sens (1). Mais Thomas Piketty ou André Orléan, qui avaient approuvé les orientations du rapport Guesnerie, soutiennent aujourd'hui le projet de programme présenté par l'Apses.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation inédite. Avec la réforme du lycée, les sciences économiques et sociales (SES) deviennent un « enseignement d'exploration » à l'horaire réduit et proposé à tous les élèves de seconde générale et technologique, en concurrence avec de nombreux autres enseignements (lettres et société, méthodes et pratiques scientifiques, etc.). Avec néanmoins deux particularités qu'elle partage avec les « principes fondamentaux de l'économie et de la gestion ».

Première particularité, l'un de ces deux enseignements, au moins, est obligatoire. Deuxième particularité, il s'agit, en seconde, de disciplines nouvelles, alors que les autres enseignements d'exploration s'appuient sur des disciplines figurant déjà par ailleurs dans le cursus des collégiens et lycéens, par exemple lettres et histoire-géographie pour l'enseignement d'exploration « lettres et société ».

En sciences économiques et sociales comme ailleurs, le groupe d'experts, réuni à la va-vite et travaillant dans

l'urgence, a remis un projet de programme en date, officiellement, du 27 janvier 2010. Or, aujourd'hui, un programme « concurrent » circule, proposé par l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses), programme qui d'ailleurs ne se déclare pas « alternatif », mais « destiné à des lycéens ». Autant dire que celui proposé par le groupe d'experts ne semble pas, aux yeux de l'association, posséder cette qualité. Comment en est-on arrivé là ?

Au départ, un constat partagé, quoique à relativiser, sur l'insuffisante formation des Français en matière économique (et sociale). Ce constat a trouvé le relais de groupes de pression patronaux et, de ce fait, a abouti à la réunion d'une commission d'évaluation des manuels (au départ) et des programmes (à l'arrivée) de sciences économiques et sociales, présidée par Roger Guesnerie, professeur au Collège de France. Le rapport de cette commission a fait l'objet d'appréciations et d'interprétations diverses. Ainsi, en demandant le recentrage des programmes sur des « fondamentaux », le « rapport Guesnerie » peut servir de caution

UNE PRÉOCCUPATION PARTAGÉE

Améliorer la formation des Français, et en particulier des jeunes, en matière d'économie, tout le monde est d'accord. C'est l'objet du Conseil pour la diffusion de la culture économique (Codice), créé en 2006 à l'initiative du ministre de l'Économie Thierry Breton pour « répondre à l'enjeu démocratique que constitue la diffusion de la culture économique » comme de l'Institut pour le développement de l'information économique et sociale (Idies).

L'Institut de l'entreprise (IDE) – un organisme proche du Medef, regroupant plusieurs dizaines de grandes entreprises –, a ainsi développé un pôle « formation », notamment en direction des professeurs de sciences économiques et sociales et des journalistes. Autre exemple, l'organisation altermondialiste Attac se revendique comme mouvement d'éducation populaire et organise chaque année des stages de formation pour ses militants sur des dossiers tels que la mondialisation, le commerce international, les marchés, etc. ●●●

"UN SONDAGE CLASSE LES FRANÇAIS EN TÊTE POUR LA CONNAISSANCE DES NOTIONS ÉCONOMIQUES"

●●● De ce constat résulte une demande en faveur d'un développement de la formation économique et sociale des Français, dont le point d'orgue peut être trouvé dans la « déclaration de Lyon » qui, en novembre 2008, estimait que « *les sciences économiques et sociales (...) [devaient] donc conserver et même élargir leur place dans le lycée de l'avenir* » (2). Une déclaration signée aussi bien par l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales que par les asso-

ciations d'économistes, sociologues, et politistes du supérieur, ainsi que par Michel Rocard (3).

Cette nécessité d'améliorer la formation économique des Français s'appuie parfois sur des sondages ou des tests de connaissances. Ainsi, les deux tiers des Français s'estiment mal informés sur les changements qui se produisent dans la vie économique française ; ils aimeraient mieux comprendre des phénomènes ou indicateurs comme le pouvoir d'achat, le système de protection sociale, la dette, le chômage... ; et 85 % des personnes interrogées seraient favorables à la généralisation d'une initiation à l'économie pour tous les élèves du secondaire, selon un sondage Codice/TNS-Sofres de 2008 (4), dont la méthodologie est discutable – les glissements sont par exemple fréquents entre « information » et « formation » –, mais dont les résultats sont suffisamment massifs pour être retenus.

Cependant, un sondage BVA pour L'Expansion, réalisé dans huit pays européens, classe les Français en tête pour la connaissance des notions économiques (5). Des méconnaissances à relativiser donc !

De la même manière, un test conduit par le même Codice en 2009 mesure à 9,5 sur 20 la performance

des Français en économie, meilleure pour la compréhension des mécanismes économiques que pour la connaissance des notions. Les questions d'économie pratique, particulièrement mal traitées, relèvent plus des mathématiques que de la formation économique proprement dite (par exemple la méconnaissance des intérêts composés).

Certains commentateurs un peu trop pressés ajoutent parfois que la formation économique des Français est non seulement insuffisante, mais aussi biaisée : les enseignements reçus en auraient fait des ennemis de l'entreprise et des marchés. Ainsi, un éditorial du journal *La Tribune* daté du 5 février 2010 affirme : « *Si les Français ne comprennent rien à l'économie, c'est parce que les programmes au lycée sont mal faits.* » Outre que c'est faire porter une lourde responsabilité à des enseignements qui ne touchent qu'une minorité d'élèves, ceux ayant suivi l'option « économique et sociale » en classe de seconde ou qui ont poursuivi en série « économique et sociale » (série ES, anciennement série B), ces affirmations sont contredites par les sondages évoqués ci-dessus, qui indiquent notamment que les deux tiers des personnes interrogées estiment que les termes « entreprise » ou « concurrence » sont positifs et que sept Français sur dix font confiance aux entrepreneurs et créateurs d'entreprise pour contribuer au bon fonctionnement de l'économie française. Certes, les termes « capitalisme » ou « fonds de pension » sont négativement connotés, mais la crise est passée par là.

DES CRITIQUES DE L'IDE AU RAPPORT GUESNERIE

Dans les années 2000, des critiques convergentes contre les manuels et plus généralement le contenu des programmes de sciences économiques et sociales se sont développées. Le thème de ces critiques porte à la fois sur l'inculture économique des

Français et le désamour de la société française pour l'entreprise. L'enseignement des SES est soupçonné d'être partie prenante de ce désamour par la façon dont il aborde la question de l'entreprise.

A l'origine de ces critiques, régulièrement relayées par la presse, on trouve des personnes et des organismes influents, au premier rang desquels Michel Pébereau, président de BNP Paribas et de l'Institut de l'entreprise. L'IDE a développé depuis les années 1990 une politique de formation et d'information en direction des professeurs de sciences économiques et sociales : site Internet Melchior, stages de longue durée en entreprise, entretiens de Louis-Le-Grand.

A l'initiative de l'association Positive entreprise, présidée par le chef d'entreprise Thibault Lanxade, l'offensive va se focaliser sur les manuels de SES. Les mêmes critiques, appuyées souvent sur les mêmes exemples, vont se retrouver dans un rapport de l'association Jeunesse et entreprise (6), créée par Yvon Gattaz, ancien dirigeant du CNPF – l'ancêtre du Medef –, ou dans un rapport de l'Académie des sciences morales et politiques (7), où l'on retrouve Yvon Gattaz et l'inévitable Michel Pébereau.

Ces attaques convergentes et les réactions de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales ont conduit le ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, à réunir à partir de février 2008 une commission « d'audit » des sciences économiques et sociales, présidée par Roger Guesnerie, et au sein de laquelle va siéger, entre autres, Michel Pébereau en tant que membre du Haut conseil de l'éducation.

Le rapport de cette commission (8) a reçu un accueil plutôt favorable chez les économistes universitaires, plus mitigé chez les professeurs de sciences économiques et sociales. Il était susceptible d'interprétations différentes, ce qui a conduit Roger Guesnerie à préciser son point de vue, sans ●●●

●●● lever néanmoins toutes les ambiguïtés (9). On peut le voir avec les appréciations sur le projet de programme du groupe d'experts évoquées ci-dessus.

En fait, pour mieux comprendre comment on en arrive aujourd'hui à deux propositions de programme concurrentes, il faut revenir et discuter l'affirmation initiale selon laquelle tout le monde est d'accord pour améliorer la formation économique, notamment scolaire, des Français.

INTERPRÉTATIONS DIVERGENTES

L'étude des débats autour de l'enseignement de l'économie montre que ceux-ci sont souvent obscurcis par la confusion entre l'économie comme réalité sociale, ensemble d'activités, et l'économie comme discipline qui vise à rendre compte de cette réalité. Là où l'anglais distingue *Economy* et *Economics*, le français n'offre qu'un mot. Au-delà, on peut repérer trois différences dans la façon de concevoir cette formation.

1. Formation à l'économie ou formation économique et sociale ?

La distinction renvoie elle-même à deux aspects correspondants aux deux sens du terme « économie ». D'abord, s'intéresser seulement aux sujets « proprement » économiques (l'investissement) ou également aux sujets « économiques et sociaux » (le chômage, la protection sociale). Ensuite, mobiliser dans l'enseignement la seule science économique ou les sciences sociales (économie, sociologie, science politique) ?

Deux exemples pour illustrer cette opposition. Le Codice parle de diffuser la « culture économique », l'Idies, de son côté, de « l'information économique et sociale ». Le projet de programme de seconde présenté en 2008 par l'Institut de l'entreprise était un programme d'économie stricto sensu (10), alors que les programmes de sciences économiques et sociales

entendent initier les élèves aux questions économiques et sociales en utilisant pour cela les apports de différentes sciences sociales, dont l'économie.

2. La « grammaire » de base des sciences économiques ou la diversité des approches ?

D'un côté, et la contribution des économistes dans *Les Echos* citée plus haut est représentative, l'apprentissage de l'économie passe par l'apprentissage d'outils, d'une grammaire – généralement microéconomique – qui serait commune à tous les économistes. En cela, ils rejoignent Michel Pébereau, déclarant lors d'un débat de l'IDE en février 2009 : « *Etudier les bases de la microéconomie dans le secondaire serait la meilleure façon de faire connaître aux jeunes Français les règles régissant le marché et l'entreprise.* » De l'autre côté, ceux qui estiment qu'il est nécessaire de présenter la diversité des approches (microéconomique, macroéconomique) et des analyses (rôles respectifs des coûts salariaux et de la demande anticipée dans l'explication du chômage, par exemple), voire des controverses entre économistes.

3. Programmes « scientifiques » ou programmes « didactisés » ?

Cette question est celle de la transposition de savoirs scientifiques en connaissances assimilables par des écoliers, collégiens ou ici lycéens, de leur transcription dans les *curricula* comme disent les spécialistes. C'est une question qui parcourt la discipline sciences économiques et sociales, qui a fait et fait encore parfois l'objet de débats. Pour simplifier et au risque de caricaturer, car personne est tout d'un côté ou tout de l'autre, une position consiste à souhaiter des programmes « au plus près » des savoirs scientifiques. L'autre met en avant « l'enseignable », se préoccupe plus des apprentissages des élèves, et donc des questions pédagogiques.

On trouve une caricature de programme conçu comme simple déclinaison des enseignements universitaires dans le programme de seconde proposé par l'IDE (voir ci-dessus). On ne manquera d'ailleurs pas d'être étonné par cette bizarrerie : des économistes souhaitant valoriser la connaissance de l'entreprise, voire l'esprit d'entreprise, mettre au centre de leur projet d'enseignement un courant d'analyse pour lequel l'entreprise... n'existe pas ! *A contrario*, les programmes de sciences économiques et sociales mettent souvent l'accent sur la description préalable des phénomènes, n'hésitent pas à mettre en avant des débats qu'ils estiment heuristiques même s'ils ne sont plus « à la pointe » de la recherche, ou encore incluent une liste de savoir-faire que les élèves doivent s'approprier.

On peut utiliser cette grille d'analyse pour comparer les propositions de programme aujourd'hui présentées.

QUE CHOISIR ?

Puisque l'on s'intéresse à une discipline dont les experts sont généralement d'ardents défenseurs de la concurrence, regardons les deux programmes et faisons leur subir un test comparatif.

Formation à l'économie ou formation économique et sociale ?

Le programme du groupe d'experts tranche plutôt en faveur du premier terme de l'alternative, celui de l'Apes clairement pour le second terme. Dans ce dernier, six questions sur treize relèvent plutôt des questions sociologiques, contre quatre – dont deux sont facultatives – sur douze dans le programme du groupe d'experts.

La « grammaire » de base des sciences économiques ou la diversité des approches ?

La démarche ●●●

LES UNS SOUHAITENT DES PROGRAMMES AU PLUS PRÈS DES SAVOIRS SCIENTIFIQUES, LES AUTRES SE PRÉOCCUPENT DAVANTAGE DE PÉDAGOGIE

"RENDRE ACCESSIBLE LES SAVOIRS C'EST AUSSI LES ANCRER SUR DES QUESTIONS QUI PEUVENT FAIRE SENS POUR LES ÉLÈVES"

●●● d'ensemble du programme du groupe d'experts est celle de l'approche microéconomique standard : le consommateur, le producteur, la confrontation et le prix d'équilibre. Les outils sont sortis de la boîte du microéconomiste (élasticité, coût marginal) et on peut d'ailleurs se demander si, tant qu'à faire, ce sont les plus pertinents. Pourquoi pas « coût d'opportunité »

par exemple ? Dans le thème « Entreprise et production », il n'est question ni de valeur ajoutée, ni d'investissement, ni de profit, ni de concurrence. Voilà bien un programme qui se situe résolument du côté des « mondes imaginaires ». On n'y trouve par ailleurs que fort peu d'approches macroéconomiques, et l'analyse économique n'apparaît jamais comme un espace de débats.

Si l'on peut regretter que la notion de circuit en soit absente, le programme de l'Apes ne souffre pas des mêmes reproches : la répartition et la redistribution des revenus sont évoquées, les entreprises sont étudiées dans leur cadre concurrentiel, les institutions ne sont pas oubliées, une approche des causes du chômage se fait par le biais d'un débat entre analyses concurrentes.

Programmes « scientifiques » ou programmes « didactisés » ? Les questions didactiques (comment transposer des savoirs universitaires en savoirs scolaires) et pédagogiques sont quasiment absentes du programme du groupe d'experts : rien ou presque sur les compétences visées, les savoir-faire à transmettre, les méthodes à utiliser. Mais, quoique penchant du côté d'un programme « scientifique », il manque souvent de rigueur. Par exemple, quand il écrit dans l'*item* « Marchés et prix », afin de répondre à la question « comment se détermine le prix d'équilibre sur un marché », les professeurs sont invités à procéder ainsi : « *En partant de l'étude d'un marché concret, on construira les courbes d'offre et de demande et on déterminera le prix d'équilibre.* » Soit on étudie un marché concret (le pétrole, le champagne, les ours en peluche...), soit on fait faire aux élèves des exercices, à partir de données *ad hoc*, de construction de courbes. Mais les deux, non, vraiment, on ne voit pas, sauf dans le cas très particulier des marchés « au cadran ».

Rendre accessible les savoirs c'est aussi, souvent, les ancrer sur des questions qui peuvent « faire sens » pour les élèves. Or, le programme du groupe d'experts ne parle ni d'emploi, de chômage (la préoccupation n° 1 des Français !), ni des inégalités, ni... En revanche, il est recommandé aux enseignants de présenter « *les différentes formes d'épargne (financière, non financière) et l'arbitrage opéré par l'individu qui épargne entre rendement et risque.* ». Sans commentaire !

Au contraire, le programme de l'Apes qui se déclare « *un programme pour les lycéens* », met l'accent sur ces préoccupations didactiques et pédagogiques. Il innove en présentant le programme en quatre colonnes, une étant consacrée à des « suggestions de mise en activité des élèves » où figurent aussi bien des méthodes (enquête par questionnaire, synthèse argumentée) que

des compétences plus générales (différencier corrélation et causalité, mettre de la distance par rapport à l'expérience personnelle).

Pour prendre un thème qui a été au centre des polémiques récentes, l'entreprise, l'approche du programme de l'Apes est plus vivante, certainement plus proche des réalités et plus formatrice : il y est question de concurrence, de recherche de compétitivité, d'innovation, de relations sociales, toutes notions absentes du programme du groupe d'experts.

Le résultat de ce « test comparatif » nous semble net. Le programme proposé par le groupe d'experts assume de façon maladroit ses choix d'enseigner plutôt une « grammaire de base », proche des savoirs universitaires. Celui proposé par l'Apes répond mieux aux choix alternatifs : un programme pluraliste et préoccupé de l'apprentissage des élèves.

Reste le dernier critère : enseignement économique ou formation économique et sociale. La vocation de l'idies telle qu'elle est formulée dans son manifeste est claire : « *S'interroger sur les raisons de cette culture économique insuffisante des Français est donc tout sauf un faux problème. A condition de mener cette réflexion sur une base pluraliste, en ayant pour objectif non pas une normalisation idéologique, mais un souci d'approfondissement de la qualité de notre vie démocratique. Dans un tel contexte, la création de L'Institut pour le développement de l'information économique et sociale entend apporter sa pierre à la réflexion sur cette insuffisante culture économique des Français. L'objectif de l'idies est de contribuer au débat social sur les conditions d'une information économique et sociale de qualité, indépendante, soucieuse de promouvoir une économie au service de la société.* » De ce point de vue aussi, la proposition de programme de l'Apes doit être prise en compte. ♦

Gérard Grosse

1) Voir <http://www.lesechos.fr/info/analyses/020339376536-de-l-economie-pour-tous-les-lycéens.htm>

2) <http://www.idies.org/index.php?post/Declaration-de-Lyon>

3) Certaines interventions abruptes de Michel Rocard, sur lesquelles il est revenu, le font parfois classer à tort parmi les « ennemis » des sciences économiques et sociales.

4) http://www.codice.fr/annexes/Annexe_1.pdf

5) <http://www.idies.org/index.php?post/Les-Français-premiers-de-la-classe-en-economie>

6) <http://www.idies.org/index.php?post/JEUNESSE-et-ENTREPRISES-et-l'enseignement-economique-au-lycée>

7) <http://www.idies.org/index.php?post/Feu-nourri-contre-les-sciences-economiques-et-sociales>

8) <http://www.lesechos.fr/medias/2008/0703/300277711.pdf>

9) <http://www.idies.org/index.php?post/Roger-Guesnerie-sexplique-sur-le-rapport-de-la-commission-sur-les-manuels-et-les-programmes-de-sciences-economiques-et-sociales-qui-president>

10) <http://www.idies.org/index.php?post/L'Institut-de-l'Entreprise-propose-un-programme-pour-l'enseignement-de-leconomie-en-classe-de-seconde>

TABEAU 1. LE PROGRAMME DU GROUPE D'EXPERTS

On traitera au moins les dix premières questions

Thèmes d'exploration et questionnements associés	Notions et outils à découvrir	Indications complémentaires à l'usage des professeurs
1. Ménages et consommation		
Comment les revenus et les prix influencent-ils les choix des consommateurs ?	Revenu disponible, élasticités.	En partant de données chiffrées simples, on montrera que la consommation des biens dépend à la fois du revenu des ménages et du prix des biens. On initiera les élèves à interpréter les valeurs significatives que peuvent prendre les élasticités (prix et revenu) pour différents types de biens. On mettra en évidence l'intérêt de cet outil en économie.
La consommation : un marqueur social ?	Consommation ostentatoire, effet de distinction et d'imitation.	On montrera que les choix de consommation sont socialement différenciés (en fonction de la profession, du niveau d'éducation, de l'habitat, de l'âge) et comment ils sont influencés par la mode et la publicité.
Consommer ou épargner ?	Taux d'intérêt, taux d'épargne.	On montrera que l'épargne est influencée par différents facteurs, notamment par le niveau du taux d'intérêt. On présentera les différentes formes d'épargne (financière, non financière) et l'arbitrage opéré par l'individu qui épargne entre rendement et risque.
2. Entreprises et production		
Qui produit quoi ?	Production marchande et non marchande, entreprise.	En prenant appui sur quelques exemples significatifs, on sensibilisera les élèves à la diversité du monde des entreprises selon la taille, la nature de la production, l'environnement. On précisera en quoi leur rôle économique spécifique les distingue d'autres organisations productives.
Comment produire et combien produire ?	Facteurs de production, coûts, productivité.	On montrera comment l'entreprise est amenée à combiner différemment les facteurs de production selon qu'ils sont complémentaires ou substituables. Un exemple simple permettra d'étudier les variations des coûts de production en fonction de la quantité produite et de construire les courbes de coût correspondantes (coût moyen, coût marginal). Cette étude sera l'occasion d'initier les élèves à raisonner à la marge.
Comment les entreprises adaptent-elles leur organisation à leur environnement ?	Coordination verticale/horizontale, communication formelle/informelle.	On montrera que les modes d'organisation diffèrent d'une entreprise à l'autre et sont susceptibles d'évoluer, notamment en fonction du caractère plus ou moins mouvant de leur environnement.
3. Marchés et prix		
Comment se détermine le prix d'équilibre sur un marché ?	Demande, offre, prix d'équilibre.	En partant de l'étude d'un marché concret, on construira les courbes d'offre et de demande et on déterminera le prix d'équilibre. Ce thème pourra être l'occasion de recourir à un jeu mettant en évidence de manière expérimentale comment les prix s'ajustent en situation de concurrence.
Prix qui montent, prix qui baissent : comment expliquer les variations de prix ?	Indice des prix, variation de l'offre et de la demande.	On montrera que la hausse ou la baisse de l'indice des prix peut résulter d'évolutions contrastées : si le prix de certains biens augmente, le prix d'autres biens diminue. On s'interrogera sur les raisons concrètes qui peuvent expliquer ces évolutions. A partir d'un exemple, on recherchera les facteurs susceptibles d'expliquer le déplacement des courbes d'offre et de demande et on analysera l'impact de leur déplacement en termes d'augmentation ou de baisse des prix.
La pollution : comment remédier aux limites du marché ?	Effet externe, incitation.	En prenant appui sur l'exemple de la pollution, on montrera que le fonctionnement du marché peut être inefficace quand aucune incitation ne conduit les producteurs à prendre en compte les coûts sociaux. On présentera les politiques incitatives (taxes, subventions) ou contraignantes (normes) que la puissance publique est conduite à mettre en place pour pallier cette défaillance du marché.
4. Choix individuels et choix sociaux		
Comment devenons-nous des acteurs sociaux ?	Socialisation, normes, valeurs.	On montrera que la famille et l'école jouent chacune un rôle spécifique dans le processus de socialisation des jeunes.
Le diplôme : un passeport pour l'emploi ?	Capital humain, qualification.	A partir de données chiffrées, on analysera la relation entre le niveau et la nature des études poursuivies et l'accès à un emploi plus ou moins qualifié. On montrera que la poursuite d'études supérieures peut être considérée comme un investissement en capital humain, mais aussi qu'elle est influencée par le milieu social.
Comment expliquer les différences de pratiques culturelles ?	Culture, culture de masse.	On mettra en évidence la répartition sociale des choix culturels et des pratiques de loisirs et on s'interrogera sur les facteurs qui l'expliquent. On pourra réinvestir les notions déjà étudiées à propos du thème de la consommation.

TABLEAU 2. LE PROGRAMME DE L'APSES
Les enseignants seront libres de traiter au moins une question par thème et quatre questions au choix, soit environ huit questions.

Thèmes d'étude et questionnements associés	Notions et mécanismes à découvrir	Démarches proposées	Suggestions de mise en activité des élèves
1. Ménages et consommation			
Le salaire est-il le seul revenu des ménages ?	Revenu disponible, crédit, épargne	On pourra présenter les ressources des ménages comme provenant essentiellement de leur revenu disponible et de leur accès au crédit, et étudier les effets de la redistribution sur le revenu disponible des ménages.	L'étude de la consommation devra permettre de confronter les élèves à des analyses complémentaires : consommateur stratège / consommateur influencé.
Comment ont évolué le niveau de vie et la consommation des ménages ?	Pouvoir d'achat, niveau de vie	A travers l'étude de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages, on pourra montrer que les ressources et les prix sont un déterminant important de la consommation.	L'élaboration ou l'analyse d'une enquête par questionnaires permettront de saisir les déterminants économiques, sociaux et culturels de la consommation. La présentation des résultats pourra prendre la forme d'une synthèse argumentée (écrite ou orale).
La consommation est-elle le résultat de choix individuels ou le produit d'influences sociales ?	Imitation / distinction	On pourra montrer que les choix de consommation sont socialement différenciés et s'interroger sur l'influence de la mode et de la publicité. Il sera possible de mettre en évidence que la consommation procède de phénomènes d'imitation et de distinction, en précisant que le jeu des influences sociales n'est pas antagoniste de l'autonomie des individus	L'étude de publicités, écrites ou audiovisuelles, permettra de s'interroger sur la notion de besoin.
2. Les entreprises et les marchés			
Qui produit des richesses et comment ?	Production marchande / non marchande, profit, valeur ajoutée, investissement	La distinction entre production marchande et non marchande pourra permettre de repérer les différents types d'organisations productives. Il sera possible de montrer que la combinaison des facteurs de production permet de créer des richesses et de faire un rappel de leur répartition, en lien avec le thème de la consommation. Une approche comptable simplifiée pourra permettre d'introduire les notions de profit et de valeur ajoutée.	L'étude de la production et plus particulièrement des entreprises doit conduire les élèves à se déprendre des préjugés qui pourraient être les leurs à l'égard des entreprises (ou d'autres organisations productives).
Quelles sont les stratégies des entreprises en situation de concurrence ?	Marché, innovation, productivité	A travers un exemple simple, on pourra montrer que les prix peuvent résulter d'une confrontation entre l'offre et la demande. On pourra montrer que les entreprises, sur des marchés concurrentiels, sont incitées à accroître leur compétitivité en innovant pour diminuer leurs prix de vente ou proposer des produits nouveaux ou améliorés, en précisant que cette dynamique peut être favorable aux consommateurs.	La recherche encadrée sur Internet permettra aux élèves de réaliser une monographie d'entreprise.
Comment s'organisent les relations sociales au sein des entreprises ?	Représentation des salariés, hiérarchie, coopération, conflit	On montrera que les relations sociales, dans l'entreprise sont encadrées par des institutions et on insistera sur le fait que les entreprises sont des collectifs de travail et des collectivités humaines.	Des jeux de rôles peuvent leur permettre de comprendre les intérêts et les stratégies différents des « parties prenantes » de l'entreprise.
Comment concilier les activités économiques et le développement durable ?	Externalité, incitation, réglementation	On pourra étudier une des limites du marché à travers l'exemple de la pollution. On s'interrogera sur les différents moyens de favoriser un développement durable.	L'étude du développement durable pourra être l'occasion de mener des travaux pluridisciplinaires. Ce thème pourra être l'occasion de mener avec les élèves des travaux d'analyse de la presse.

TABLEAU 2. LE PROGRAMME DE L'APSES (SUITE)

Thèmes d'étude et questionnements associés	Notions et mécanismes à découvrir	Démarches proposées	Suggestions de mise en activité des élèves
3. Formation et emploi			
Comment l'emploi a-t-il évolué en France ?	Emploi, chômage, contrats de travail, PCS	On pourra distinguer le travail, activité socialement organisée et l'emploi, cadre institutionnel dans lequel s'exerce une partie de cette activité. On pourra étudier comment l'emploi, sous ses différentes formes, et le chômage ont évolué en France depuis une cinquantaine d'années, en proposant quelques déterminants de ces évolutions sans viser une présentation exhaustive.	Le recours aux données chiffrées doit permettre aux élèves de comprendre l'intérêt et les limites de leur utilisation. Pour aborder les différentes problématiques, les élèves devront mobiliser et approfondir des savoir-faire quantitatifs : calcul et lecture de proportion et de variation, construction et lecture de représentations graphiques. L'utilisation de tableurs permettra une étude chiffrée des évolutions de l'emploi.
Les diplômes favorisent-ils l'insertion professionnelle ?	Qualification, salaire	On pourra montrer que les diplômes sont un élément important de l'insertion professionnelle (emploi, stabilité de l'emploi, rémunération), mais qu'à diplôme égal il existe des inégalités sociales face à l'emploi.	Ce thème sera l'occasion de montrer le caractère construit des indicateurs économiques et sociaux comme le taux de chômage. L'étude des inégalités sociales face à l'emploi permettra aux élèves de différencier corrélation et causalité.
Le chômage : coûts salariaux trop élevés ou insuffisance des débouchés ?	Coût du travail, demande	L'étude des causes du chômage pourra permettre de montrer aux élèves la pluralité des analyses en économie.	A l'occasion du thème de l'emploi, on étudiera avec les élèves les évolutions passées et prévues des familles de métiers, qui pourront s'appuyer sur la réalisation d'une « fiche métier ».
4. Famille et socialisation			
La parenté : un lien naturel ou social ?	Famille, parenté	L'étude de différentes formes de familles, par l'analyse comparative dans le temps et dans l'espace (apports de l'anthropologie), pourra permettre de montrer le caractère culturel du lien de parenté. Il sera possible de montrer les grandes évolutions de l'institution familiale en France depuis une quarantaine d'années.	La méthode comparatiste préconisée pour l'étude de la famille doit permettre aux élèves d'opérer une mise à distance avec leur expérience personnelle.
Quelle est l'influence de la famille dans le processus de socialisation des enfants ?	Culture, socialisation, normes, genre	On pourra présenter la famille comme une instance de socialisation, et on pourra montrer que cette socialisation est différenciée selon les genres ou l'origine sociale.	On pourra s'appuyer sur des supports audiovisuels et initier ainsi les élèves à l'analyse des images.
Les couples se forment-ils au hasard ?	Homogamie	L'étude du choix du conjoint permettra aux élèves de différencier choix individuels et reproduction sociale.	L'étude du processus de socialisation et de la formation des couples doit permettre de montrer que les phénomènes sociaux sont le fruit d'un faisceau de causes.



« Les Chantiers de l'Idies » est une publication éditée par l'Institut pour le développement de l'information économique et sociale (Idies), une association à but non lucratif (loi 1901), domiciliée au 28, rue du Sentier, 75002 Paris. Pour nous contacter : contact@idies.org Pour en savoir plus : www.idies.org

Directeur de la publication : Daniel Lenoir.

Réalisation : Laurent Jeanneau. Secrétariat de rédaction : Martine Dortée. Edité avec le soutien technique d'Alternatives Economiques.

Conception graphique : Christophe Durand (06 12 73 34 95).